

# Tribune en réponse à l'annulation des festivals en 2024



09.12.2022 | **COMMUNIQUÉ DE PRESSE** | **JOP 2024 : POUR UNE FÊTE SPORTIVE ET CULTURELLE, À PARIS COMME DANS LES TERRITOIRES**

Zone Franche est membre de l'UFISC qui est signataire de la Lettre ouverte au Président de la République, rédigée à l'initiative de la FNCC (Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture), et signée par de nombreuses associations d'élus, syndicats et organisations professionnelles du monde de la culture, pour le maintien des événements culturels pendant les Jeux olympiques de 2024.

Retrouvez la tribune et la liste des signataires dans le Journal du Dimanche :

<https://www.lejdd.fr/Culture/tribune-monsieur-le-president-aucun-festival-ne-doit-etre-annule-en-2024-4147173> (12/11/2022).

## **LETTRE OUVERTE « MONSIEUR LE PRÉSIDENT, AUCUN FESTIVAL NE DOIT ÊTRE ANNULÉ EN 2024 »**

« Monsieur le Président de la République,

2024 sera l'année où la France accueillera les Jeux olympiques et paralympiques (JOP). Ce sera l'occasion pour des millions de visiteurs de venir découvrir notre pays. Ce sera aussi un moment où la France, regardée par le monde entier, doit renvoyer son plus beau visage, celui d'une nation possédant une histoire incomparable et en même temps totalement ancrée dans l'époque. Ce lien entre le passé, le présent et l'avenir, c'est d'abord notre richesse culturelle qui le permet.

Or depuis quelques jours, nous sommes extrêmement inquiets, car la culture est en passe d'être la grande oubliée de ce beau tableau. En effet, le ministre de l'Intérieur a demandé « le report de certains festivals » de l'été 2024 et sa collègue ministre de la Culture a parlé de « certaines annulations si des solutions ne sont pas trouvées ».

L'été, pour les Françaises et les Français, pour le monde culturel, et depuis des décennies, c'est le temps des festivals. Festivals de théâtres ou d'opéra, de musiques actuelles, traditionnelles,

baroques, de métal ou d'électro, d'arts de la rue, de danse, de cirque... Plusieurs centaines ont lieu dans toute la France, y compris dans le monde rural, entre mai et septembre. Les plus anciens datent de l'après-guerre, d'autres ont émergé récemment.

Les festivals ne sont pas seulement essentiels à toute une économie locale, ils sont aussi un temps évènementiel, festif et culturel, un temps de rencontre et de lien social, qui fait la fierté des territoires, des élus et des bénévoles qui les accueillent et participent à leur organisation. Ils sont aimés de nos compatriotes et des touristes qui viennent du monde entier. Ils sont une part de notre identité.

Ils permettent aux professionnels de travailler et de montrer leur savoir-faire, aux artistes, aux musiciens, aux comédiens, aux metteurs en scène de se lancer et d'accéder parfois à la renommée nationale ou internationale. Ils génèrent un nombre conséquent d'heures de travail, si importantes pour les intermittents du spectacle ainsi que pour de nombreux saisonniers.

Nous, élus et professionnels, connaissons les contraintes de la gestion de tels événements. Nous savons aussi que les moyens ne sont pas illimités, ceux de nos collectivités au premier chef. Nous sommes les premiers à comprendre que l'organisation d'un événement de l'ampleur des JOP va demander une infrastructure de sécurité très importante, et aussi que les festivals demandent à être sécurisés. Mais nous ne comprendrions pas que notre pays, septième puissance économique du monde, ne soit pas capable en même temps d'accueillir les JOP et de maintenir l'organisation de ces grands festivals qui font une part majeure de la richesse culturelle de notre pays et de nos territoires.

Quelle place donnerions-nous donc à la culture et à ses festivals, dans notre pays, s'ils deviennent une simple variable d'ajustement au gré de la disponibilité des forces de l'ordre ? D'autant plus que les conséquences de la crise sanitaire se font toujours ressentir et que la crise énergétique menace également les lieux de spectacles.

Enfin, à l'heure où la cohésion de notre pays est sans cesse mise en cause, comment ne pas voir l'inégalité de traitement que représenterait le fait qu'au moment où se déroulent les Jeux, pour l'essentiel dans la métropole francilienne, de nombreuses régions françaises se voient privées de leurs rendez-vous culturels habituels ? Ce serait une faute majeure et incompréhensible.

C'est pourquoi, Monsieur le président de la République, nous vous demandons de vous engager solennellement à ce qu'aucun festival ne soit annulé en France lors de l'été 2024, et à ce que des solutions soient trouvées et objectivées en lien avec les collectivités territoriales et l'ensemble du monde de la culture.

Nous vous prions de croire, Monsieur le président de la République, en l'assurance de notre haute considération. »